

## **TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT ACTUEL DU DROIT CONVENTIONNEL EN MATIERE DE LEGALISATION**

*Ce tableau concerne les documents établis par une autorité française qui doivent être présentés à l'étranger ainsi que les documents établis par une autorité étrangère qui doivent être présentés en France.*

**A = APOSTILLE** (cf. annexe 1)

**L = LEGALISATION**

- I. ACTES DE L'ETAT CIVIL (acte de naissance, mariage, décès ou reconnaissance)**
- II. ACTES JUDICIAIRES OU EXTRA-JUDICIAIRES (K-bis, jugements...)**
- III. AFFIDAVITS, DECLARATIONS ECRITES ET DOCUMENTS ENREGISTRES OU DEPOSES DANS LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- IV. ACTES NOTARIES (copies d'actes en minute ou en brevet, actes authentiques)**
- V. ACTES ADMINISTRATIFS (diplômes, casiers judiciaires, certificats de nationalité...)**
- VI. CERTIFICATS DE VIE DES RENTIERS VIAGERS**
- VII. CERTIFICATS DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**
- VIII. DOCUMENTS ETABLIS OU CERTIFIES PAR LES AGENTS DIPLOMATIQUES OU CONSULAIRES**
- IX. ACTES SOUS SEING PRIVE SUR LESQUELS UNE MENTION OFFICIELLE EST APPOSEE (certification matérielle de signature)**

**D = DISPENSE**

- (a) ✳ Dispense prévue par une Convention bilatérale (cf. annexe 3)
- (b) ✳ Dispense prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 26 septembre 1957 - parution au J.O. du 2 septembre 1959 (Etats parties : cf. annexe 4)
- (c) ✳ Dispense prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 15 septembre 1977 - parution au J.O. du 1<sup>er</sup> août 1982 (Etats parties : cf. annexe 5)
- (d) ✳ Dispense prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 7 juin 1968. Cette convention s'applique aux actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires d'un état contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat) et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant ou devant les agents diplomatiques ou consulaires d'un autre Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat). (Etats parties : cf. annexe 2)
- (e) ✳ Dispense prévue par la Convention des Communautés Européennes du 25 mai 1987. Cette convention s'applique aux actes établis sur le territoire d'un Etat contractant ou par les agents diplomatiques ou consulaires d'un Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat) et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant ou devant les agents diplomatiques ou consulaires d'un autre Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat). (Etats parties : cf. annexe 6)
- (f) ✳ Dispense de légalisation et d'apostille prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 8 septembre 1976) pour les extraits plurilingues d'actes d'état civil. Apostille pour les actes uniquement en français (colonne 1).
- (g) ✳ Dispense prévue par le Règlement (UE) 2016/1191 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 6 juillet 2016, visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne et modifiant le règlement (UE) 1024/2012 - parution au J.O. de l'U.E. n° L 200 du 26 juillet 2016 - entrée en vigueur le 16 février 2019 (Etats parties : tous les Etats membres).

- (1) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité ...) ; **apostille pour les autres documents.**
- (2) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **apostille pour les autres documents.**
- (3) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense de légalisation pour les documents ayant trait à la protection des mineurs (a) ; apostille pour les autres documents.**
- (4) ☞ **Légalisation** pour les documents dressés par les auxiliaires de justice et officiers publics (greffiers, huissiers de justice, avocats, avoués, commissaires-priseurs, notaires etc...) ; **dispense** de légalisation pour les expéditions de décisions judiciaires et pour les autres documents.
- (5) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile et résidence, et tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte d'état civil (c) ; **apostille pour les autres documents.**
- (6) ☞ **Dispense ou légalisation**, en fonction de la nature propre des actes. Il convient de se reporter à la catégorie correspondante dans les autres colonnes du tableau.
- (7) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics et les actes sous seing privé revêtus d'une certification matérielle de signature produits dans le cadre de procédures judiciaires en matière civile et commerciale, à l'exclusion des décisions relatives à la faillite, au concordat et au règlement judiciaire (a) ; **apostille pour les autres documents.**
- (8) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense** de légalisation pour les documents ayant trait à la protection des mineurs (a) ; **apostille pour les autres documents.**
- (9) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des

personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile et résidence, et tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte d'état civil (c) ; **apostille pour les autres documents**.

(10)☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **apostille pour les autres documents**.

(11)☞ **Dispense** de légalisation pour les actes judiciaires ou extra-judiciaires produits dans le cadre de procédures d'entraide judiciaire (cf. (a) accords bilatéraux) ; **légalisation pour les autres documents**.

(\*\*\*)☞ Pour territoires dépendants : voir tableau séparé.

	<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>	<b>VII</b>	<b>VIII</b>	<b>IX</b>
<b>AFGHANISTAN</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>AFRIQUE DU SUD</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ALBANIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ALGERIE</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	(6)	L
<b>ALLEMAGNE</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Dd	Da
<b>ANDORRE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ANGOLA</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>ANTIGUA ET BARBUDA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ARABIE SAOUDITE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ARGENTINE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ARMENIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>AUSTRALIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>AUTRICHE</b>	Dc	(7)	(7)	(7)	(2)	Dg	(7)	Dd	(7)
<b>AZERBAIDJAN</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BAHAMAS</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BAHREIN</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BANGLADESH</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>BARBADE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BELGIQUE</b>	De	De	De	De	De	De	De	De	De
<b>BELIZE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BENIN</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
<b>BHOUTAN</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>BIELORUSSIE (BELARUS)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BIRMANIE (MYANMAR)</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>BOLIVIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BOSNIE HERZEGOVINE</b>	Da	Da	Da	A	Da	A	A	L	Da
<b>BOTSWANA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BRESIL</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BRUNEI</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BULGARIE</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	(6)	Da
<b>BURKINA (BURKINA FASO)</b>	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>BURUNDI</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A

	<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>	<b>VII</b>	<b>VIII</b>	<b>IX</b>
<b>CAMBODGE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>CAMEROUN</b>	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>CANADA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>CAP-VERT</b>	Df	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>CENTRAFICAINE (REP.)</b>	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>CHILI</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>CHINE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>CHYPRE</b>	Dg	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
<b>COLOMBIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>COMORES</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>CONGO (BRAZZAVILLE)</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
<b>CONGO (RÉP. DÉMOCRAT.)</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>COREE DU NORD</b>	<b>LEGALISATION SANS RELATIONS DIPLOMATIQUES</b>								
<b>COREE DU SUD</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>COSTA RICA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>COTE D'IVOIRE</b>	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>CROATIE</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
<b>CUBA</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>DANEMARK (***)</b>	De	De	De	De	De	De	De	De	De
<b>DJIBOUTI</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	L	Da
<b>DOMINICAINE (REP.)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>DOMINIQUE (LA)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>EGYPTE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>EMIRATS ARABES UNIS</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>EQUATEUR</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ERYTHREE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>ESPAGNE</b>	Dc	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
<b>ESTONIE</b>	De	De	De	De	De	De	De	De	De
<b>ETATS-UNIS (***)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ETHIOPIE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>FIDJI</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>FINLANDE</b>	Dg	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	(6)	(10)
<b>GABON</b>	L	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>GAMBIE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>GEORGIE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
GHANA	L	L	L	L	L	L	L	L	L
GRECE	Dc	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
GRENADE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
GUATEMALA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
GUINEE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
GUINEE BISSAO	L	L	L	L	L	L	L	L	L
GUINEE EQUATORIALE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
GUYANA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
HAITI	L	L	L	L	L	L	L	L	L
HONDURAS	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
HONGRIE	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
INDE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
INDONÉSIE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
IRAN	LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE								
IRAQ (IRAK)	LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE (Secteur privé)								
IRLANDE	De	De	De	De	De	De	De	De	De
ISLANDE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
ISRAEL	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
ITALIE	De	De	De	De	De	De	De	De	De
JAMAIQUE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
JAPON	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
JORDANIE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
KAZAKHSTAN	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
KENYA	L	L	L	L	L	L	L	L	L
KIRGHISISTAN	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
KIRIBATI	Da	Da	Da	L	L	L	Da	L	L
KOSOVO	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
KOWEIT	L	L	L	L	L	L	L	L	L
LAOS	L	L	L	L	L	L	L	L	L
LESOTHO	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
LETTONIE	De	De	De	De	De	De	De	De	De
LIBAN	L	L	L	L	L	L	L	L	L
LIBERIA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
LIBYE	LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE ET FINANCIER PARTIEL								

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
LIECHTENSTEIN	A	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
LITUANIE	Df	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	(6)	(10)
LUXEMBOURG	Dc	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
MACEDOINE DU NORD	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
MADAGASCAR	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
MALAISIE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
MALAWI	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
MALDIVES	L	L	L	L	L	L	L	L	L
MALI	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
MALTE	Dg	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	(6)	(10)
MAROC	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
MARSHALL (ILES)	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
MAURICE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
MAURITANIE	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
MEXIQUE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
MICRONESIE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
MOLDAVIE	Df	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
MONACO	Da	Da	Da	Da	(1)	Da	A	(6)	A
MONGOLIE	A	Da	A	A	(1)	A	A	L	A
MONTENEGRO	Da	Da	Da	A	Da	A	A	L	Da
MOZAMBIQUE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
NAMIBIE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
NAURU	L	L	L	L	L	L	L	L	L
NEPAL	L	L	L	L	L	L	L	L	L
NICARAGUA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
NIGER	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
NIGERIA	L	L	L	L	L	L	L	L	L
NORVEGE	A	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
NOUVELLE ZELANDE (***)	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
OMAN	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
OUGANDA	L	L	L	L	L	L	L	L	L
OUBKISTAN	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PAKISTAN	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PALAU	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PANAMA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PAPOUASIE NLE GUINEE	L	L	L	L	L	L	L	L	L

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
PARAGUAY	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PAYS-BAS (***)	Dc	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
PEROU	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
PHILIPPINES	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
POLOGNE	Dc	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
PORTUGAL (***)	Dc	(8)	(8)	(8)	(3)	Dg	(8)	Dd	(8)
QATAR	L	L	L	L	L	L	L	L	L
ROUMANIE	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
ROYAUME-UNI (***)	Da	Da	Da	A	(1)	A	Da	Dd	A
RUSSIE (FEDERAT <sup>o</sup> DE)	A	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
RWANDA	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SAINT-CHRISTOPHE ET NIEVES	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SAINTE LUCIE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SAINT-MARIN	Da	Da	Da	Da	(1)	Da	A	(6)	A
SAINT-SIEGE (VATICAN)	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SALOMON	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SALVADOR	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SAMOA OCCIDENTALES	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SAO-TOME-ET-PRINCIPE	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SENEGAL	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	(6)	A
SERBIE	Da	Da	Da	A	Da	A	A	L	Da
SEYCHELLES	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SIERRA LEONE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SINGAPOUR	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
SLOVAQUIE	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
SLOVENIE	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
SOMALIE	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SOUDAN	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SOUDAN DU SUD	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SRI LANKA	L	L	L	L	L	L	L	L	L
SUEDE	Dg	(10)	(10)	(10)	(2)	Dg	A	Dd	(10)
SUISSE	Db	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
SURINAME (SURINAM)	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
<b>SWAZILAND</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>SYRIE</b>	LEGALISATION SOUS EMBARGO COMMERCIAL ET MILITAIRE								
<b>TADJIKISTAN</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>TAIWAN</b>	LEGALISATION SANS RELATIONS DIPLOMATIQUES								
<b>TANZANIE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>TCHAD</b>	Da	Da	Da	Da	L	Da	L	(6)	L
<b>TCHEQUE (REP.)</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
<b>TIMOR ORIENTAL</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>THAÏLANDE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>TOGO</b>	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da	Da
<b>TONGA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>TRINITE ET TOBAGO</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>TUNISIE</b>	Da	A	A	A	Da	Da	Da	(6)	Da
<b>TURKMENISTAN</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>TURQUIE</b>	Dc	(5)	(5)	(5)	(9)	A	A	Dd	A
<b>TUVALU</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>UKRAINE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>URUGUAY</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>VANUATU</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>VENEZUELA</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>VIETNAM</b>	Da	(11)	Da	L	L	L	L	L	L
<b>YEMEN</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>ZAMBIE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>ZIMBABWE</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L

**\*\*\* TERRITOIRES DEPENDANTS**

	<b>I</b>	<b>II</b>	<b>III</b>	<b>IV</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>	<b>VII</b>	<b>VIII</b>	<b>IX</b>
<b>ANGUILLA (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>ANTILLES NEERLAND.</b>	Db	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
<b>ARUBA (PAYS-BAS)</b>	Db	A	A	A	(1)	A	A	Dd	A
<b>BERMUDES (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>BONAIRE</b>	CF. ANTILLES NEERLANDAISES								
<b>CAYMAN (ILES) (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>COOK (ILES) (NLE ZEL.)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>CURACAO</b>	CF. ANTILLES NEERLANDAISES								
<b>FALKLAND (ILES) (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>FEROE (ILES) (DANEMARK)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>GEORGIE DU SUD (ILE) RU</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>GIBRALTAR (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>GROENLAND (DANEMARK)</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>GUAM (E.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>GUERNESEY (R.U)</b>	Da	Da	Da	A	(1)	A	Da	Dd	A
<b>HONG-KONG (CHINE)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>JERSEY (R.U)</b>	Da	Da	Da	A	(1)	A	Da	Dd	A
<b>MACAO (CHINE)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>MAN (ILE DE) (R.U)</b>	Da	Da	Da	A	(1)	A	Da	Dd	A
<b>MARIANNES DU NORD (E U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>MONSERRAT (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>NIUE (NLE ZELANDE)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>PITCAIRN (ILE) (R.U)</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>PORTO-RICO (E.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>SABA</b>	CF. ANTILLES NEERLANDAISES								
<b>SAINT-EUSTACHE</b>	CF. ANTILLES NEERLANDAISES								
<b>SAINT-MARTIN</b>	CF. ANTILLES NEERLANDAISES								
<b>SAINTE-HELENE (R.U)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>SAMOA AMERICAINES</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>TERRIT. ANTARCTIQUE BRITANNIQUE</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A

<b>TOKELAU (ILES) NLE ZEL.</b>	L	L	L	L	L	L	L	L	L
<b>TURQUES &amp; CAIQUES (ILES) RU</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>VIERGES AMERICAINES (ILES)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A
<b>VIERGES BRITANNIQUES (ILES)</b>	A	A	A	A	(1)	A	A	L	A

## ANNEXE 1

### ETATS PARTIES A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 5 OCTOBRE 1961

Pays	Date d'entrée en vigueur
<b>Afrique du Sud</b>	30 avril 1995
<b>Albanie</b>	9 mai 2004
<b>Allemagne</b>	13 février 1966
<b>Andorre</b>	31 décembre 1996
<b>Antigue et Barbude</b>	1er novembre 1981
<b>Arabie Saoudite</b>	7 décembre 2022
<b>Argentine</b>	18 février 1988
<b>Arménie</b>	14 août 1994
<b>Australie</b>	16 mars 1995
<b>Autriche</b>	13 janvier 1968
<b>Azerbaïdjan</b>	2 mars 2005
<b>Bahamas</b>	10 juillet 1973
<b>Bahreïn</b>	31 décembre 2013
<b>Barbade</b>	31 mai 1996
<b>Belgique</b>	9 février 1976
<b>Belize</b>	11 avril 1993
<b>Biélorussie</b>	1er janvier 1993
<b>Bolivie</b>	7 mai 2018
<b>Bosnie Herzégovine</b>	15 novembre 1993
<b>Botswana</b>	3 septembre 1969
<b>Brésil</b>	14 août 2016
<b>Brunei</b>	3 décembre 1987
<b>Bulgarie</b>	29 avril 2001
<b>Burundi</b>	13 février 2015
<b>Canada</b>	11 janvier 2024
<b>Cap-Vert</b>	13 février 2010
<b>Chili</b>	30 août 2016
<b>Chine (République populaire de) : concerne Hong Kong et Macao</b>	Hong Kong : 1er juillet 1997
<b>Chine (République populaire de) : concerne Hong Kong et Macao</b>	Macao : 20 décembre 1999
<b>Chine</b>	7 novembre 2023
<b>Chypre</b>	30 avril 1973
<b>Colombie</b>	30 janvier 2001
<b>Corée du Sud</b>	14 juillet 2007
<b>Costa Rica</b>	14 décembre 2011
<b>Croatie</b>	15 juin 1993

<b>Danemark</b>	29 décembre 2006
<b>Dominicaine (République)</b>	30 août 2009
<b>Dominique (La)</b>	3 novembre 1978
<b>Equateur</b>	2 avril 2005
<b>Espagne</b>	27 octobre 1978
<b>Estonie</b>	30 septembre 2001
<b>Etats-Unis (1)</b>	15 octobre 1981
<b>Feroe (Iles) (Danemark)</b>	13 décembre 2021
<b>Fidji</b>	10 mars 1971
<b>Finlande</b>	26 août 1985
<b>France</b>	24 janvier 1965
<b>Géorgie</b>	14 mai 2007
<b>Grèce</b>	18 mai 1985
<b>Grenade</b>	7 février 1974
<b>Guatemala</b>	18 septembre 2017
<b>Guyana (République coopérative du)</b>	18 avril 2019
<b>Honduras</b>	30 septembre 2004
<b>Hongrie</b>	18 janvier 1973
<b>Iles Cook</b>	30 avril 2005
<b>Inde</b>	14 juillet 2005
<b>Indonésie</b>	4 juin 2022
<b>Irlande</b>	9 mars 1999
<b>Islande</b>	27 novembre 2004
<b>Israël</b>	14 août 1978
<b>Italie</b>	11 février 1978
<b>Jamaïque</b>	3 juillet 2021
<b>Japon</b>	27 juillet 1970
<b>Kazakhstan</b>	30 janvier 2001
<b>Kirghizistan</b>	31 juillet 2011
<b>Kosovo</b>	15 mai 2016
<b>Lesotho</b>	4 octobre 1966
<b>Lettonie</b>	30 janvier 1996
<b>Libéria</b>	8 février 1996
<b>Liechtenstein</b>	17 septembre 1972
<b>Lituanie</b>	19 juillet 1997
<b>Luxembourg</b>	3 juin 1979
<b>Macédoine du Nord</b>	10 novembre 1993
<b>Malawi</b>	2 décembre 1967
<b>Malte</b>	3 mars 1978
<b>Marshall (Iles)</b>	14 août 1992
<b>Maroc</b>	14 août 2016
<b>Maurice</b>	3 septembre 1969
<b>Mexique</b>	14 août 1995
<b>Moldavie</b>	16 mars 2007
<b>Monaco</b>	31 décembre 2002

<b>Mongolie</b>	31 décembre 2009
<b>Monténégro</b>	3 juin 2006
<b>Namibie</b>	30 janvier 2001
<b>Nicaragua</b>	14 mai 2013
<b>Niue</b>	2 mars 1999
<b>Norvège</b>	29 juillet 1983
<b>Nouvelle Zélande</b>	22 novembre 2001
<b>Oman</b>	30 janvier 2012
<b>Ouzbékistan</b>	15 avril 2012
<b>Pakistan</b>	9 mars 2023
<b>Palaos (République des)</b>	23 juin 2020
<b>Panama</b>	4 août 1991
<b>Paraguay</b>	30 août 2014
<b>Pays-Bas (2)</b>	8 octobre 1965
<b>Pérou</b>	30 septembre 2010
<b>Philippines</b>	14 mai 2019
<b>Pologne</b>	14 août 2005
<b>Portugal</b>	4 février 1969
<b>Roumanie</b>	16 mars 2001
<b>Royaume-Uni (3)</b>	24 janvier 1965
<b>Russie</b>	31 mai 1992
<b>Rwanda</b>	5 juin 2024
<b>Saint-Christophe-et-Nieves</b>	14 décembre 1994
<b>Saint-Marin</b>	13 février 1995
<b>Saint-Vincent-et-les-Grenadines</b>	2 mai 2002
<b>Sainte-Lucie</b>	31 juillet 2002
<b>Salvador</b>	31 mai 1996
<b>Samoa occidentales</b>	13 septembre 1999
<b>Sao Tomé et Príncipe</b>	13 septembre 2008
<b>Sénégal</b>	23 mars 2023
<b>Serbie</b>	24 janvier 1965
<b>Seychelles</b>	31 mars 1979
<b>Singapour</b>	16 septembre 2021
<b>Slovaquie</b>	18 février 2002
<b>Slovénie</b>	31 mai 1992
<b>Suède</b>	1er mai 1999
<b>Suisse</b>	11 mars 1973
<b>Surinam</b>	25 novembre 1975
<b>Swaziland</b>	16 février 1979
<b>Tadjikistan</b>	31 octobre 2015
<b>Tchèque (République)</b>	16 mars 1999
<b>Tonga</b>	2 août 1972
<b>Trinité-et-Tobago</b>	14 juillet 2000
<b>Tunisie</b>	30 mars 2018
<b>Turquie</b>	29 septembre 1985

<b>Ukraine</b>	22 décembre 2003
<b>Uruguay</b>	14 octobre 2012
<b>Vanuatu</b>	30 juillet 1980
<b>Vénézuéla</b>	16 mars 1999

**(1) Avec extension aux territoires suivants : Guam, Mariannes du Nord, Porto-Rico, Samoa américaines, Vierges américaines (îles).**

**(2) Avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba.**

**(3) avec extension aux territoires suivants : bailliage de Guernesey, Jersey et Ile de Man, Bermudes, Cayman (Iles), Falkland (Iles), Gibraltar, Montserrat, Anguilla (Iles), Saint-Hélène, Territoire antarctique britannique, Turques et caïques (îles), Vierges britanniques (Iles).**

## ANNEXE 2

### ETATS PARTIES A LA CONVENTION EUROPEENNE DU 7 JUIN 1968

<b>Pays</b>	<b>Date d'entrée en vigueur</b>
<b>Allemagne .....</b>	<b>19 septembre 1971</b>
<b>Autriche .....</b>	<b>10 juillet 1973</b>
<b>Chypre .....</b>	<b>14 août 1970</b>
<b>Espagne.....</b>	<b>11 septembre 1982</b>
<b>Estonie.....</b>	<b>17 juin 2011</b>
<b>France .....</b>	<b>14 août 1970</b>
<b>Grèce .....</b>	<b>23 mai 1979</b>
<b>Irlande.....</b>	<b>9 mars 1999</b>
<b>Italie .....</b>	<b>19 janvier 1972</b>
<b>Liechtenstein .....</b>	<b>7 février 1973</b>
<b>Luxembourg .....</b>	<b>30 juin 1979</b>
<b>Moldavie .....</b>	<b>31 août 2002</b>
<b>Norvège .....</b>	<b>20 septembre 1981</b>
<b>Pays-Bas (1) .....</b>	<b>10 octobre 1970</b>
<b>Pologne.....</b>	<b>12 avril 1995</b>
<b>Portugal .....</b>	<b>14 mars 1983</b>
<b>Roumanie.....</b>	<b>3 avril 2012</b>
<b>Royaume-Uni (2) .....</b>	<b>14 août 1970</b>
<b>Russie .....</b>	<b>9 mars 2021</b>
<b>Suède .....</b>	<b>28 décembre 1973</b>
<b>Suisse.....</b>	<b>20 novembre 1970</b>
<b>République Tchèque.....</b>	<b>25 septembre 1998</b>
<b>Turquie .....</b>	<b>23 septembre 1987</b>

---

(1) Avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba.

(2) Avec extension aux territoires suivants : Bailliage de Guernesey, Jersey et Ile de Man.



### ANNEXE 3

## CONVENTIONS BILATERALES PORTANT DISPENSE DE LEGALISATION

### **ALGERIE**

Protocole judiciaire franco-algérien du 28 août 1962 (art. 36)  
JO du 30 août 1962 p. 8506 (rect. le 17 août 1965) - en vigueur le 28 août 1962

### **ALLEMAGNE**

Convention franco-allemande du 13 septembre 1971 (art. 1 à 4)  
JO du 16 avril 1975 p. 3956 - en vigueur le 1er avril 1975

### **AUTRICHE**

Convention franco-autrichienne d'entraide et de coopération judiciaire du 27 février 1979 (art. 3 et 17),  
JO du 26 juin 1980 p. 1572 - en vigueur le 23 juin 1980

### **BELGIQUE**

Convention franco-belge du 9 novembre 1981 (art. 1 à 3)  
JO du 31 janvier 1982 p. 430 - en vigueur le 1er janvier 1982

### **BENIN**

Accord franco-béninois du 27 février 1975 (art. 43)  
JO des 9 et 10 janvier 1978 p. 258 - en vigueur le 1er janvier 1978

### **BOSNIE-HERZEGOVINE**

Convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 1 et 5)  
JO du 23 mai 2003 p. 8825 - en vigueur le 26 mars 2003

### **BRESIL**

Convention franco-brésilienne du 28 mai 1996 (art. 23/24)  
JO du 26 septembre 2000 p. 151-58 - en vigueur le 01 octobre 2000

### **BULGARIE**

Convention franco-bulgare du 18 janvier 1989 (art. 23)  
JO du 6 octobre 1989 p. 12547 - en vigueur le 1er octobre 1989

### **BURKINA FASO**

Accord franco-burkinais du 24 avril 1961 (art. 21)  
JO du 5 février 1962 p. 1261 - en vigueur le 30 août 1961

### **CAMEROUN**

Accord franco-camerounais du 21 février 1974 (art. 22)  
JO du 17 décembre 1975 p. 12895 - en vigueur le 1er décembre 1975

### **CENTRAFRIQUE**

Accord franco-centrafricain du 18 janvier 1965 (art. 21)  
JO du 19 mai 1967 p. 4916 - en vigueur le 31 janvier 1967

### **CHINE**

Accord franco-chinois d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale du 4 mai 1987 (art. 2 et 26)  
JO du 1er avril 1988 p. 4352 - en vigueur le 8 février 1988

### **CONGO (BRAZZAVILLE)**

Convention franco-congolaise du 1er janvier 1974 (art. 37)  
JO du 10 février 1982 p. 514 - en vigueur le 1er novembre 1988

### **COTE D'IVOIRE**

Accord franco-ivoirien du 24 avril 1961 (art. 21)

JO du 5 février 1962 p. 1261 - en vigueur le 4 septembre 1961

## **CROATIE**

Echange de lettres franco-croate des 9 octobre et 12 octobre 1995, maintenant en vigueur

La convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970, p. 10145), en vigueur le 12 octobre 1995 - JO du 13 août 1996 p. 12279

## **DJIBOUTI**

Convention franco-djiboutienne du 27 septembre 1986 (art. 59)

JO du 21 août 1992 p. 11380 - en vigueur le 1er août 1992

## **EGYPTE**

Convention franco-égyptienne du 15 mars 1982 (art. 42)

JO du 19 juillet 1983 p. 2222 - en vigueur le 8 juillet 1983

## **GABON**

Convention franco-gabonaise du 23 juillet 1963 (art. 19)

JO du 2 mars 1965 p. 1724 - en vigueur le 15 décembre 1964

## **HONGRIE**

Convention franco-hongroise du 31 juillet 1980 (art. 17)

JO du 12 février 1982, p. 550 - en vigueur le 1er février 1982

## **KIRIBATI**

Déclaration de succession au Royaume Uni du 23 mars 1982, notamment pour l'accord franco-britannique du 3 avril 1937 (art. 1er) (JO du 30 mai 1937, p. 5899)

Cette succession a pris effet le 12 juillet 1979

## **LUXEMBOURG**

Déclaration franco-luxembourgeoise du 27 mars 1923 (art. 1er)

JO du 1er juin 1923 p. 5216 - en vigueur le 1er juillet 1923

## **MACEDOINE DU NORD**

Echange de lettres franco-macédonien du 14 décembre 1995, maintenant en vigueur la convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970, p. 10145), en vigueur le 15 décembre 1995 - JO du 20 août 1996, p. 12534

## **MADAGASCAR**

Convention franco-malgache du 4 juin 1973 (art. 26)

JO du 30 juillet 1975 p. 7708

en vigueur le 19 mars 1975

## **MALI**

Accord franco-malien du 9 mars 1962 (art. 24)

JO du 10 juillet 1964 p. 6123

en vigueur le 14 janvier 1964

## **MAROC**

Protocole additionnel franco-marocain du 10 août 1981 (art. 3)

JO du 19 décembre 1981 p. 3459

en vigueur le 10 août 1981

## **MAURITANIE**

Accord franco-mauritanien du 19 juin 1961 (art. 21)

JO du 6 février 1962 p. 1330 (rect. aux JO des 20/02/1962 p. 1763 et 23/12/1983 p. 3701), en vigueur le 14 novembre 1961

## **MONACO**

Convention franco-monégasque du 21 septembre 1949 (art. 27)

JO du 2 avril 1953 p. 3121

en vigueur le 22 décembre 1952

## **MONGOLIE**

Convention franco-mongole du 27 février 1992 (art.22)  
JO du 24 mars 1994 p. 4471  
en vigueur le 1er octobre 1993

## **MONTENEGRO**

Convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art.1 et 5)  
JO du 23 mai 2003 p.8825  
En vigueur le 26 mars 2003

## **NIGER**

Convention franco-nigérienne du 19 février 1977 (art. 37)  
JO du 26 avril 1980 p. 1068  
en vigueur le 21 février 1980

## **PORTUGAL**

Convention franco-portugaise du 20 juillet 1983 (art. 25)  
JO du 14 octobre 1984, p. 3222  
en vigueur le 1er octobre 1984

## **ROUMANIE**

Convention franco-roumaine du 5 novembre 1974 (art. 10)  
JO du 17 novembre 1975 p.11791  
en vigueur le 1er septembre 1975

## **ROYAUME UNI**

Accord franco-britannique du 3 avril 1937 (art. 1er)  
JO du 30 mai 1937 p. 5899 - en vigueur le 3 juin 1937

## **SAINT MARIN**

Convention franco-sanmarinoise du 25 mai 1967 (art. 22)  
JO du 15 mars 1969 p. 2660  
en vigueur le 19 février 1969

## **SENEGAL**

Convention franco-sénégalaise du 29 mars 1974 (art. 35)  
JO du 30 novembre 1974 p. 6868  
en vigueur le 1er septembre 1974

## **SERBIE**

La convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art.1 et 5)  
JO du 23 mai 2003 p.8825  
En vigueur le 26 mars 2003

## **SLOVAQUE (République)**

Echange de lettres franco-slovaque du 7 août 1996  
maintenant en vigueur la convention franco-tchécoslovaque du 10 mai 1984 (art. 18)  
(JO du 21 juillet 1985 p. 8287)  
en vigueur le 7 août 1996 - JO du 23 septembre 1998 p. 14515

## **SLOVENIE**

Echange de lettres franco-slovène des 28 mars et 25 mai 1994, maintenant en vigueur  
la convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970  
p. 10145)  
en vigueur le 25 mai 1994 - JO du 22 mars 1996 p. 4442

## **SUISSE**

Déclaration franco-suisse du 3 décembre 1937  
JO du 29 décembre 1937 p. 14339  
en vigueur le 1er janvier 1938

**TCHAD**

Accord franco-tchadien du 6 mars 1976 (art. 24)

JO du 30 avril 1978 p. 1919

en vigueur le 1er mars 1978

**TCHEQUE (République)**

Echange de lettres franco-tchèque des 16 mai et 19 juin 1995, maintenant en vigueur la convention franco-tchécoslovaque du 10 mai 1984 (art. 18 - JO du 21 juillet 1985 p. 8287)

en vigueur le 19 juin 1995 - JO du 23 septembre 1998 p. 14518

**TOGO**

Convention franco-togolaise du 23 mars 1976 (art. 25)

JO du 25 février 1982 p. 657

en vigueur le 1er septembre 1981

**TUNISIE**

Convention franco-tunisienne du 28 juin 1972 (art. 3)

JO du 20 juillet 1973 p. 7886

en vigueur le 1er mars 1973

**VIETNAM**

Convention franco-vietnamienne du 24 février 1999 (art.25 et art.26)

JO du 26 mai 2001 p.8425

en vigueur le 01 mai 2001

## ANNEXE 4

### ETATS PARTIES A LA CONVENTION CIEC DU 26 SEPTEMBRE 1957

**Dispense de légalisation concernant les actes d'état civil** suivants :

- actes de naissance, reconnaissance, mariage, décès
- actes de divorce / transcriptions des jugements / arrêts de divorce
- transcriptions des ordonnances / jugements / arrêts en matière d'état civil

Pays	Date d'entrée en vigueur
Allemagne .....	24 décembre 1961
Autriche .....	1 <sup>er</sup> octobre 1965
Belgique .....	12 juin 1966
France .....	03 janvier 1960
Italie.....	07 décembre 1968
Luxembourg .....	13 juillet 1960
Pays-Bas (avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba).....	03 janvier 1960
Portugal .....	27 février 1982
Suisse.....	1 <sup>er</sup> décembre 1960
Turquie .....	14 mars 1963

## ANNEXE 5

### ETATS PARTIES A LA CONVENTION CIEC DU 15 SEPTEMBRE 1977

Dispense de documents :

- d'état civil
- de capacité / situation familiale
- de nationalité
- de domicile / résidence
- en vue de célébration du mariage

Pays	Date d'entrée en vigueur
Autriche .....	01 juillet 1982
Espagne .....	01 mai 1981
France .....	01 août 1982
Grèce .....	01 juin 2014
Italie .....	01 mars 1982
Luxembourg .....	01 novembre 1981
Pays-Bas .....	01 mai 1981
Pologne .....	01 juin 2003
Portugal .....	01 février 1985
Turquie .....	01 août 1987

## ANNEXE 6

### ETATS PARTIES A LA CONVENTION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES DU 25 MAI 1987

<b>Pays</b>	<b>Date d'entrée en vigueur</b>
Belgique .....	16 mars 1997
Danemark (sauf Groenland et Feroe) .....	26 octobre 1989
Estonie.....	19 septembre 2013
France .....	12 mars 1992
Italie .....	11 janvier 1991
Irlande .....	8 mars 1999
Lettonie.....	31 octobre 2010

## ANNEXE 7

### **ETATS PARTIES AU REGLEMENT (UE) 2016/1191 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE DU 6 JUILLET 2016,**

#### **visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne et modifiant le règlement (UE) 1024/2012**

Parution au J.O. de l'U.E. n° L 200 du 26 juillet 2016

Entrée en vigueur le 16 février 2019

Dispense de légalisation concernant les actes suivants :

- les documents émanant d'une juridiction ou d'un fonctionnaire de justice ;
- les documents administratifs ;
- les actes notariés ;
- les déclarations officielles apposées sur des actes sous seing privé ;
- les documents diplomatiques et consulaires.

Se rapportant aux faits suivants :

- la naissance ;
- le décès ;
- le fait d'être en vie ;
- le nom ;
- le mariage, la capacité à mariage et la situation matrimoniale ;
- le divorce, la séparation de corps et l'annulation du mariage ;
- le partenariat enregistré, la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré ;
- la dissolution du partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré ;
- la filiation ou l'adoption ;
- le domicile et/ou la résidence ;
- la nationalité ;
- l'absence de casier judiciaire ;
- le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre.



Pays	Date d'entrée en vigueur
Allemagne .....	16 février 2019
Autriche .....	
Belgique .....	
Bulgarie .....	
Chypre .....	
Croatie .....	
Danemark .....	
Espagne .....	
Estonie .....	
Finlande .....	
France .....	
Grèce .....	
Hongrie .....	
Irlande .....	
Italie .....	
Lettonie .....	
Lituanie .....	
Luxembourg .....	
Malte .....	
Pays-Bas .....	
Pologne .....	
Portugal .....	
République Tchèque .....	
Roumanie .....	
Royaume-Uni .....	
Slovaquie .....	
Suède .....	

## **ANNEXE 8**

### **DECRET N°2024-87 DU 7 FEVRIER 2024, relatif à la légalisation des actes publics établis par une autorité étrangère**

Parution au J.O. n°0032 du 8 février 2024

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2024

En application du 1° de l'article 4 du décret précité, les Etats pour lesquels les services consulaires français ne sont pas en mesure de procéder à la légalisation des actes publics qu'ils émettent sont les suivants :

1) Etats dans lesquels les actes publics sont émis dans des conditions qui ne permettent manifestement pas à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire français d'en assurer la légalisation :

- Angola ;
- Comores ;
- Guinée.

2) Etats dans lesquels l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire français est matériellement empêché de légaliser les actes publics qui y sont émis :

- Afghanistan ;
- Libye ;
- Somalie ;
- Soudan ;
- Syrie ;
- Yémen.